



**PRÉFET  
DU PAS-DE-  
CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral  
Rue du pont de pierre  
CS 60036  
59820 Gravelines

Gravelines, le 22/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/07/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**C&D FOODS France**

37 rue Montebello  
62200 Boulogne-Sur-Mer

Références : H:\\_Commun\2\_Environnement\01\_Etablissements\Equipe\_G3\C&D FOODS FRANCE  
(MONTEBELLO)\_Boulogne sur Mer\_0007001139\2\_Inspections\2025-07-17\_sécheresse  
Code AIOT : 0007001139

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/07/2025 dans l'établissement C&D FOODS France implanté 37-41 rue Montebello 62200 Boulogne-sur-Mer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- C&D FOODS France
- 37-41 rue Montebello 62200 Boulogne-sur-Mer
- Code AIOT : 0007001139
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement C&D FOODS France (site Montebello) a été créé dans les années 50. Il est spécialisé dans la fabrication de produits alimentaires pour animaux de compagnie (conserves, pochons). L'établissement est autorisé par arrêté préfectoral d'autorisation en date du 23/05/2002.

L'inspection fait suite au passage en alerte sécheresse du bassin versant côtiers du Boulonnais le 1er juillet 2025.

### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Sobriété hydrique

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	AP du 01/07/2025 réglementant les usages de l'eau dans le Pas-de-Calais	Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 1	Sans objet
2	Niveau alerte-AM	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet
3	étude technico-economique	Arrêté Préfectoral du 23/08/2023, article 2	Sans objet
4	dérogation	Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article ...	Sans objet
5	site non soumis	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site de Montebello n'est pas soumis à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 (réduction des prélèvements) car il a réduit ses consommations d'eau de plus de 20% depuis 2018. Il est néanmoins concerné par l'AP du 01/07/2025, une demande de dérogation a été envoyée à la DDTM.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 :** AP du 01/07/2025 réglementant les usages de l'eau dans le Pas-de-Calais

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article 1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, sobriété hydrique - alerte
<b>Prescription contrôlée :</b>  Dans le département du Pas de Calais les bassins versants côtiers du Boulonnais sont placés en Alerte sécheresse.
<b>Constats :</b>  Le site C&D FOODS Montebello se trouve sur la commune de Boulogne-sur-mer, qui est concernée par le bassin versant des côtiers du Boulonnais. Selon l'AP du 01/07/2025, dans son article 1er, les bassins versants côtiers du Boulonnais sont en situation Alerte sécheresse.

<p>L'exploitant en a connaissance, il a bien reçu le mail de la DREAL du 09 juillet 2025. Mme LELIEUR a déjà réalisé une demande de dérogation en date du 15 juillet 2025.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Niveau alerte- AM**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, prélèvements</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I - Les IC mentionnées à l'article 1er, à l'exclusion des installations et des exploitants mentionnés à l'article 3, sont soumises en période de sécheresse, en fonction des niveaux de gravité ci-après, aux dispositions suivantes Alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % II - le volume de référence auquel les réductions prévues au I sont appliquées est le prélèvements d'eau moyen journalier ; Il correspond pour chaque milieu de prélèvement, en période normale d'activité et hors période de sécheresse, au maximum entre la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur l'année civile précédente et la moyenne des volumes journaliers prélevés calculés sur le trimestre civil correspondant de l'année précédente. Une valeur forfaitaire de 5 % est déduite de ce volume de référence, correspondant aux usages nécessaires à la sécurité des installations et à la protection de l'environnement. La déduction d'un volume supérieur, dûment justifié, peut être réalisée par l'exploitant. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La société C&amp;D FOODS a fait une demande de dérogation, ce point est détaillé aux points 4 et 5. Le site est concerné par l'article 3.2 de l'arrêté du 30/06/2023 vu les économies d'eau réalisées précédemment. L'arrêté préfectoral du 1er juillet 2025 prévoit une diminution de 10% pour les ICPE soumises à autorisation sauf dérogation spécifique, la DDTM va instruire la demande de l'exploitant.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : étude technico-economique**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/08/2023, article 2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, remise de l'ETE</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'étude technico-économique et le plan d'actions demandés aux articles ci dessus du présent arrêté préfectoral seront adressés à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une étude technico-économique a été prescrite le 26 septembre 2023. Elle a été remise à la préfecture du Pas-de-Calais en date du 04 octobre 2023 et reçu à l'UD du Littoral le 12 octobre 2023. La consommation d'eau en 2019 était de 414 913 m3, en 2024 elle est de 277 641 m3. Un gain de</p>

consommation de 137272 m3 a été réalisé soit 33% d'économie, ce qui est supérieur au objectif de l'ETE et en 2024 soit une année avant l'objectif de 2025.

Un plan d'action sécheresse est également prévu, les actions suivantes sont prévues:

- privilégier l'utilisation de la raclette/pelle pour évacuer les déchets au sol,
- privilégier l'utilisation de la soufflette d'air pour évacuer les déchets de la doseuse, quand cela est possible
- fermer les vannes d'eau ouvertes inutilement
- traquer les fuites d'eau.

Ces actions feront parties de l'affichage et des consignes qui seront repassées lors du redémarrage des lignes.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : dérogation

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 01/07/2025, article ...

**Thème(s) :** Risques chroniques, dérogation

**Prescription contrôlée :**

Si l'application de cette réduction de xx% génère des difficultés au niveau de votre établissement, et que vous souhaitez solliciter une dérogation à ce titre, cette demande doit être déposée auprès de la Préfecture de département. Une copie sera adressée par courriel aux adresses suivantes :

secheresse.ICPE.dreal-hdf@developpement-durable.gouv.fr et ddtm-sde@pas-de-calais.gouv.fr,

Au-delà d'une justification étayée sur les raisons pour lesquelles une dérogation à ces dispositions est sollicitée, cette demande de dérogation devra reprendre a minima les éléments suivants :

1/ rappel précis des dispositions qui vous sont applicables en termes de prélèvements d'eau : nature de l'activité, date de l'AP, article concerné, détail des prescriptions par type de prélèvement

2/ quel est votre niveau de prélèvement actuel par rapport à la dernière année de "non sécheresse" c'est à dire à ce jour : l'année 2021. Détailler les volumes prélevés par origine en étant précis sur l'origine de l'eau qu'il s'agisse d'eau souterraine (nom de la masse d'eau), eau de surface (nom du cours d'eau), réseau de distribution public (lequel)

3/ - quels sont les volumes rejetés par l'établissement et où s'effectuent ces rejets (réseau public, cours d'eau, canal...) - si le prélèvement se fait en eau superficielle, les rejets ont-ils lieu dans la même masse d'eau ?

4/ préciser la consommation réelle de l'établissement (c'est à dire la différence entre la quantité d'eau prélevée et la quantité d'eau rejetée) .

5/ - quelles mesures compensatoires sont mises en place sur le site et avec quel gain en matière de réduction des prélèvements - quelles réductions de prélèvements structurelles avez-vous déjà opérés ces dernières années en lien avec quelles actions ou investissements ? Quelle est la part de réduction de vos prélèvements d'eau depuis le 1er janvier 2018 ? - procédez-vous à de la réutilisation d'eaux ? Si oui quels types d'eaux (process, pluviales, autres...) et en quelle proportion ( % du prélèvement total) ? Dans ce cas les justificatifs sont à fournir.

6/ quelles seraient les conséquences économiques pour l'établissement si la dérogation n'est pas accordée : à court, et moyen terme,

7/ quelles seraient les conséquences sur la sécurité des installations si la dérogation n'est pas accordée, et si un risque existe pour la sécurité des installations, quel serait le niveau de

prélèvement minimum à garantir?

8/ la réduction des prélèvements entraînerait elle des risques sanitaires ? Si oui lesquels ? "

avec en complément

9/ analyse ETE

10/Analyse AM 30 juin 2023

#### Constats :

L'arrêté préfectoral du 1er juillet 2025 impose une baisse des prélèvements de 10% entre aujourd'hui et la même période de l'année 2024. Or, l'exploitant ne peut réaliser cette réduction sans baisser son niveau de production.

La dérogation a bien été envoyée à la DDTM 62 et à la DREAL service risque. Il a été conseillé à l'exploitant de modifier sa demande qui avait été faite pour les deux sites C&D FOODS de Boulogne (Montebello et Marengo II). La demande doit concerner un seul site. Les réductions de consommation ne peuvent concerner deux sites distincts.

La dérogation a été redéposée le 17 juillet 2025.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : site non soumis

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, prélèvement déjà réduit de 20 %

#### Prescription contrôlée :

Ne sont pas soumis aux dispositions de l'article 2 :

2°les exploitants des établissements ayant réduit leur prélèvement d'eau d'au moins 20 % depuis le 1er janvier 2018

#### Constats :

les consommations d'eau du site Montebello sont les suivantes:

Année	consommation eau en m3	production tonnes	ratio prod m3/t produite
2018	429643	100964	4.26
2019	414913	114592	3.62
2020	400535	106926	3.75
2021	309923	91702	3.38
2022	363569	110083	3.30
2023	288032	104247	2.76

2024	277641	101900	2.72
<p>donc en 2023, il y a une réduction de 33% par rapport à 2018 et en 2024, 35% par rapport à 2018. Le site a donc réduit de plus de 20% sa consommation d'eau , le site de MONTEBELLO n'est donc pas concerné par l'arrêté du 30/06/2023; L'exploitant a déposé une demande de dérogation à l'arrêté préfectoral du 1er juillet 2025 pour expliquer cette situation.</p> <p>Pour autant l'exploitant met en place un suivi des consommations journalier et poursuit les efforts de consommation.</p>			
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>			